

Sous-section 2.—Protection des forêts contre le feu.

La protection des forêts contre le feu est indubitablement la partie la plus urgente et la plus importante de l'œuvre des différents organismes canadiens qui les administrent. Exception faite des parcs nationaux, des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon qui restent sous le contrôle fédéral, ce travail relève maintenant des provinces. Jusqu'à la fin de la saison dangereuse pour les feux de 1930, le Service Forestier du Département de l'Intérieur est resté à la tête de la protection contre le feu dans les provinces de Manitoba, Saskatchewan et Alberta et dans la zone des chemins de fer de la Colombie Britannique. Cependant, à la suite du transfert des ressources naturelles au contrôle provincial, leur administration relève maintenant des provinces.

Sauf dans l'île du Prince-Edouard, tous les gouvernements provinciaux maintiennent une organisation de protection contre le feu qui collabore avec les compagnies propriétaires de permis de coupe pour la protection de toutes les régions boisées, le coût de cette police étant partiellement réparti ou couvert par des taxes spéciales sur les terres boisées. Dans chaque province sauf l'exception déjà mentionnée, des lois provinciales gouvernent l'emploi du feu pour faire disparaître les abattis et pour autres fins légitimes et interdisent absolument de faire des feux pendant certaines saisons ou périodes dangereuses. Un mouvement intéressant à cet égard s'est produit dans la province de Québec où les détenteurs de permis de coupe ont formé des associations coopératives de protection dont les dirigeants collaborent avec la Commission des Chemins de Fer et le gouvernement provincial. Ce dernier les subventionne et paie également pour la protection des forêts provinciales non affermées se trouvant à proximité.

La protection des forêts bordant les lignes de chemin de fer est prévue dans la loi fédérale des chemins de fer appliquée par la Commission des Chemins de Fer. Par cette loi la Commission a des pouvoirs très étendus en ce qui concerne la protection contre le feu le long des chemins de fer au Canada. Certains officiers des différentes autorités forestières sont ex-officio officiers de la Commission des Chemins de Fer. Ils collaborent avec les gardes-forestiers employés par les différentes compagnies de chemin de fer. Le contrôle obligatoire de toutes les lignes tombe sous la juridiction de la Commission, étant prévu par la loi des chemins de fer.

L'un des plus importants développements dans la protection des forêts contre le feu en ces dernières années a été l'emploi de l'aéroplane pour découvrir et supprimer des commencements d'incendie. Là où les lacs sont très nombreux on peut se servir facilement d'hydravions pour la découverte des feux et le transport des gardes-forestiers avec leur outillage jusque dans des régions très éloignées. Des avions spécialement construits sont pourvus d'un sans-fil et peuvent donner la location exacte d'un feu aussitôt qu'il a été découvert. Règle générale, l'aviation sert dans les districts les plus éloignés, tandis qu'ailleurs des tours d'observation reliées entre elles par des lignes téléphoniques ou munies du télégraphe sans fil sont établies dans les régions plus habitées et plus fréquentées par les voyageurs. Bien que ces différents moyens de communication aient jusqu'à un certain point supplanté l'ancien canot, le cheval et la patrouille à pied pour la découverte des feux, il faut toujours quand même maintenir un personnel avec outillage nécessaire à des points stratégiques pour lutter contre les plus grands feux et conserver un système de communication et de transport, de même que celui des coupe-feux et des lignes de communication.

L'amélioration la plus importante de l'outillage pour combattre les feux de forêts est la pompe à gazoline portative. Cette pompe, qui pèse de 45 à un peu plus de 100 livres, peut facilement être transportée par automobile, canot, canot